

## Nom de la source

Acteurs Publics

## Type de source

Presse • Presse Web

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

Lundi 13 septembre 2021 • 4:44:00 +0200

Acteurs Publics • 610 mots

## IA : la DSI de l'État veut faire sauter les verrous technologiques

**Après avoir accompagné une vingtaine de projets concrets d'expérimentation de l'intelligence artificielle (IA) dans les administrations depuis 2018, la direction interministérielle du numérique (Dinum) veut maintenant soutenir la recherche pour lever les limites technologiques actuelles.**

L'intelligence artificielle (IA) ne serait-elle pas encore tout à fait au point ? Alors qu'une vingtaine d'expérimentations, pas toujours concluantes, ont été conduites ces deux dernières années dans le secteur public, le Lab IA, le laboratoire d'intelligence artificielle de la DSI de l'État - la Dinum -, veut soutenir des partenariats scientifiques entre administrations et laboratoires de recherche. Un appel à candidatures est ouvert jusqu'au 30 septembre pour identifier les projets d'administrations qui nécessiteraient des avancées scientifiques.

L'appel à candidatures s'inscrit dans le cadre du partenariat scientifique passé entre la Dinum et l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) en avril, 2020. L'institut, qui est par ailleurs le maître d'orchestre de la stratégie nationale de recherche en IA, a déjà aidé l'État à sélectionner les projets des administrations dans le cadre de son deuxième appel à expérimentations, en évaluant le degré de maturité et la faisabilité technique de ces projets. En 2019, le Lab IA avait déjà financé l'emploi de 4 ingénieurs ou chercheurs de l'Inria pour qu'ils travaillent sur 4 projets d'administrations lauréates du second appel à projets.

À lire aussi : L'État entend tirer parti de l'intelligence artificielle pour améliorer ses services

Le Lab IA entend donc faire bénéficier 6 nouvelles administrations d'État (administrations centrales, déconcentrées et opérateurs) de son partenariat avec l'Inria. L'objectif de ce nouvel appel est "de lever des verrous technologiques que les administrations lauréates auraient pu rencontrer dans l'implémentation d'une solution IA à leurs besoins existants", précise son cahier des charges. La Dinum reconnaît donc à demi-mot que les expérimentations conduites jusqu'à présent n'ont pas toutes pu produire les effets attendus.

L'appel vise aussi bien à "accélérer" des projets déjà entamés qu'à permettre le lancement de projets "qui n'auraient pas vu le jour sans cet accompagnement" scientifique. Et ce quelle que soit la technologie utilisée par l'administration : traitement automatique du langage naturel, vision par ordinateur, apprentissage automatique à partir de données...

À lire aussi : De premiers résultats prometteurs pour l'intelligence artificielle dans les administrations

Des chercheurs aideront ainsi pendant un an les administrations lauréates à

© 2021 Acteurs Publics. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

**PubliC** Certificat émis le 17 décembre 2021 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210913-SEA-49874

réaliser un prototype fonctionnel, grâce à un simple transfert de technologie ou un développement informatique spécifique lorsque c'est nécessaire, par exemple pour développer une interface ou mettre au point de nouveaux algorithmes. Au bout d'un an, il sera décidé, sur la base de ce prototype, s'il doit être industrialisé ou abandonné.

21 expérimentations depuis 2018

Depuis 2018 et dans la foulée du rapport Villani sur l'intelligence artificielle, 21 expérimentations ont été menées dans les administrations, avec l'appui de la Dinum et de la direction interministérielle de la transformation publique (DITP). La première assurant l'accompagnement technique, et la seconde l'accompagnement au changement. Un an plus tard, les 6 premiers projets affichaient des résultats imparfaits mais prometteurs dans différents domaines de l'action publique : ciblage des contrôles de l'Autorité de sûreté nucléaire et de la police de l'environnement, détection des constructions illégales (caravanes, piscines...) dans l'Hérault à partir d'images aériennes, ou réponse aux questions des utilisateurs du chèque emploi associatif grâce à un agent conversationnel (*voice-bot*).

Un laboratoire d'intelligence artificielle avait ensuite été créé au sein de la Dinum en 2019, sur la recommandation du rapport Villani. Cet organisme sans existence formelle associe plusieurs compétences existantes à Etalab, afin de mieux structurer l'accompagnement des administrations dans l'exploitation automatisée de données et pour développer, quand c'est nécessaire, des outils communs pour entraîner des intelligences artificielles.

**Cet article est paru dans Acteurs Publics**

<https://www.acteurspublics.fr/articles/a-la-dsi-de-letat-veut-faire-sauter-les-erreurs-technologiques>